président du Conseil a tout de suite protesté. Il a ajouté que c'était là le critérium sur lequel la majorité devait se manifester. M. Ajam s'est déclaré satisfait. La majorité s'appellera majorité des critériums. (Applaudissements à gauche.) A quoi s'emploie cette appellation guerrière de conquêtes laïques qu'il faut mettre à l'abri des retours offensifs ! Il s'agit des lois que mes amis et moi, nous n'avons jamais cessé de combattre comme des atteintes à la justice et au droit commun. On veut bien rendre intangibles, mais les lois d'exception ne sont jamais intangibles. (Applaudissements à droite et au centre.) Lorsque dans une déclaration des droits seront inscrites les libertés d'association d'enseignement et de conscience, ces lois s'écrouleront d'elles-mêmes. (Applaudissements.)

### L'apaisement

On parle de faire par ce moyen l'apaisement ! L'apaisement ne peut se faire dans l'injustice. Il se fera le jour où la jeune République française comme les Etats-Unis et le Brésil, reconnaîtra l'Eglise et sa constitution. (Applaudissements à droite et au centre.)

Jusqu'à ce jour, on nous trouvera, mes amis et moi, prêts à collaborer à la grandeur et à la prospérité de la France, mais à consolider la situation actuelle ni aujourd'hui, ni jamais. (Applaudissements à droite et au centre.) La déclaration du gouvernement n'est pas comme l'indiquent quelques optimistes, une simple formule, ce n'est pas le commencement de la paix. Non la guerre continue. (Vifs applaudissements à droite et au centre.) Il suffit pour s'en convaincre de lire la déclaration. La défense de l'école laïque ! Ce serait donc elle qui serait menacée ?

*Cris à gauche :* Oui ! oui !

M. Piou. — Tant mieux ! (Applaudissements à droite et au centre. Protestations à gauche.) Mais il n'en est rien, cette formule la défense de l'école laïque doit avoir un sens caché. C'est ce qu'il est facile de prouver. En France le silence se faisait peu à peu sur l'école laïque, silence méfiant et réservé sans doute, mais qui aurait pu amener l'apaisement à la longue. Une évolution s'est accomplie dans l'école : de spiritualiste, elle est devenue positiviste. (Très bien, très bien.) Cette déviation a été constatée dans le dernier débat sur l'école laïque. On a affirmé les tendances nouvelles. Mes amis et moi nous avons demandé au gouvernement de revenir à la neutralité proclamée par les fondateurs de l'école laïque. Qu'a fait le gouvernement ? Il a déposé les deux projets Doumergue. Ils rendent l'enseignement public inviolable et réduisent les familles au silence. Ces lois, le gouvernement actuel les fait siennes et demande à la Chambre de les discuter. Donc la lutte continue, mais non pas avec la franchise que désire M. Augagneur. On cache sous des formes plus douces les mesures les plus rigoureuses.

Autrefois, on expulsait brutalement les congréganistes des écoles. Aujourd'hui, on se contente de dresser une barrière infranchissable. Donc, d'un côté liberté entière au rationalisme dans l'école publique, de l'autre encerclement de l'école privée. Les électeurs se sont prononcés pour la liberté contre le monopole de l'enseignement. C'est ainsi qu'ils ont voulu l'apaisement. M. le président du Conseil a heureusement exprimé ce sentiment du pays quand il a dit que le pouvoir ne devait pas se muer en un instrument d'oppression. Mes amis et moi, nous méconnaîtrions ce sentiment si nous contresignons une déclaration qui serait un bill d'indemnité pour le passé et un engagement à continuer pour l'avenir. (Vifs applaudissements à droite et au centre.)

## M. Briand répond et s'explique

M. Briand, *président du Conseil*, monte à la tribune au milieu d'un profond silence. La Chambre est maintenant très nombreuse et accueille l'intervention du président du Conseil par un vif mouvement d'attention.

M. Briand. — Personne ne pourrait douter que l'intention du gouvernement est de gouverner avec une majorité républicaine. Depuis que je suis au pouvoir, c'est toujours à cette majorité que j'ai demandé les moyens de vivre et d'agir. Je n'ai été ni surpris ni autrement ému de l'accueil fait à la déclaration, soit à gauche soit à droite. M. Berteaux et M. Cruppi, parlant au nom des deux groupes les plus importants de la majorité, n'ont pas beaucoup critiqué la déclaration. La querelle, si querelle il y a, n'est pas là. Entre la majorité et le gouvernement s'il y a eu quelque malaise, quelque mécontentement, c'est sur la méthode que le gouvernement a apportée à la tribune. C'est sur ce point qu'il faut s'expliquer. (Très bien, très bien.)

### Le Roi de Bulgarie prend place dans la loge présidentielle

A ce moment, un vif mouvement de curiosité se produit dans la Chambre. Tous les regards se tournent vers la loge présidentielle située au-dessus du centre et dans laquelle vient d'entrer le roi de Bulgarie accompagné de M. Lépine, préfet de police, et de quelques hauts personnages de sa suite. Le roi vient s'asseoir au premier rang de la tribune et paraît prêter une vive attention au discours du président du Conseil qui continue.

M. Briand. — Rien n'était plus facile que d'apporter une déclaration qui aurait soulevé l'enthousiasme de la gauche. Il suffisait de faire ce qu'indiquait M. Cruppi. Mais le gouvernement a cru avoir un autre devoir à remplir que de se solidariser des théories courantes du gouvernement et de la Chambre. (Applaudissements et rires.) Le meilleur éloge qu'on puisse faire du parti républicain, je l'ai fait en énumérant les réformes accomplies par lui. Puis la déclaration contient la méthode du gouvernement. M. Berteaux a dit que mieux eût valu peut-être ne pas employer certains mots dont les adversaires de la République avaient fait usage dans la lutte électorale. Précisément parce que ces mots répondent à un désir ardent et sincère du gouvernement, les républicains ne doivent cesser d'en faire usage et d'en faire des réalités. (Applaudissements.)

### Le devoir du vainqueur

Il ne saurait être question par là de renier l'œuvre accomplie par les républicains à laquelle j'ai toujours collaboré, mais après la bataille, le devoir du vainqueur est de regarder le champ de bataille et de faire que la victoire ne soit pas souillée par des excès. (Applaudissements.) C'est le moment difficile pour le chef de l'armée, c'est le moment où le chef doit se jeter entre les combattants pour leur dire : Assez, n'allez pas plus loin ! (Triple salve d'applaudissements à droite, au centre et à gauche.) S'agit-il ici de désarmer, de rêver d'un embrassement universel dans le renoncement aux idées et aux programmes ! Non. (Interruptions à gauche.)

M. Berteaux. — Je demande la parole. (Mouvements.)

M. Briand. — Il est possible que je ne reproduise pas l'opinion de la majorité républicaine... (Mouvement prolongé.)

*Cris à gauche :* Oui ! oui ! Non ! non !

M. Briand. — ... Mais s'il en est ainsi, elle se prononcera après avoir entendu les explications du gouvernement. (Très bien, très bien.)

Il ne saurait être question de désarmement. M. Piou, dans son éloquent discours, a déclaré très loyalement que ses amis et lui ne désarmaient pas. Dans ces conditions, il ne pourrait être question de ligoter les républicains. Les républicains ne sont pas un parti d'opposition, ils ont le gouvernement lui-même avec toutes ses charges et ses responsabilités. (Très bien, très bien.) On ne peut demander à ce gouvernement de mettre ses forces administratives au service d'un parti, il doit gouverner avec les républicains pour le pays tout entier. (Applaudissements.) C'est la méthode du gouvernement actuel.

### Un mariage durable

Dans les temps difficiles que nous traversons, il est nécessaire de parler avec franchise et de ne pas ruser. Le gouvernement a besoin d'une confiance complète, d'une atmosphère de sympathie, d'une collaboration constante. Je veux une union étroite avec la majorité. Je ne me contenterai pas d'une union mal assortie. (Applaudissements à gauche.) Je la veux complète ou je n'en veux pas ! Je ne veux pas d'un mauvais mariage, de ces mariages dont les époux ont l'air de s'aimer, devant le monde et se disputent, se mordent chez eux. (Applaudissements et rires.) Je veux un mariage d'amour, un mariage durable. (Applaudissements et rires.)

### La réforme électorale

En ce qui touche la réforme, M. Maginot, tout en étant hostile à la réforme, a demandé que cette question fût abordée sans retard. C'est aussi le désir du gouvernement. Il tient à ce qu'elle soit discutée le plus vite possible. (Très bien, très bien.) La réforme doit être abordée avec le désir d'aboutir et d'être résolue non pas dans l'intérêt d'un parti quelconque, mais du pays tout entier. Il importe aux républicains que la réforme soit faite par eux. (Applaudissements.) Pour la réforme administrative, c'est une question à l'étude, elle fait l'objet d'enquêtes minutieuses. La Chambre sait déjà quelle sera l'orientation de cette réforme. Il ne sera possible au gouvernement de déposer son projet qu'après les vacances.

Dès maintenant la Chambre sera saisie du projet de budget, du projet de la réforme électorale, du projet de statut des fonctionnaires, de projets préparés par le ministre de la Justice relativement au fonctionnement des offices de la justice.

### Le statut des fonctionnaires

Le projet de statut des fonctionnaires est prêt. La Chambre en sera saisie dès demain. Il trace les droits des fonctionnaires, mais il leur indique aussi leurs devoirs. (Très bien, très bien.) Il leur donnera toutes les libertés qu'ils peuvent réclamer s'ils n'ont pas d'arrière-pensée d'entreprise contre les droits de la nation. (Vifs applaudissements sur de nombreux bancs.)

*Une voix à l'extrême-gauche :* Ce sont des citoyens comme les autres.

M. Briand. — Oui, mais un fonctionnaire ne fait faire bien ce que fait un particulier sans compromettre sa dignité et sa fonction. (Vifs applaudissements sur de nombreux bancs, sauf à l'extrême-gauche.) La question du droit de grève se pose avec les syndicats de fonctionnaires et la question de savoir s'ils pourront s'affilier aux organes de la Confédération générale du Travail. Pourra-t-on mettre sur le même pied les signataires de membres de ces groupements, lorsque ceux-ci adressent des injures au gouvernement ou au Parlement, se trouvent celles des fonctionnaires? (Vifs applaudissements. Murmures à l'extrême-gauche.) D'autres problèmes se poseront. C'est une question délicate de savoir ce que doit être pour un fonctionnaire la liberté civique. (Protestations à l'extrême-gauche.) Il est difficile de tarir la source des libertés commun